

Du Midi rouge au Midi brun : quand l'extrême droite noyaut la colère des agriculteurs

Dans l'ex-Languedoc-Roussillon, l'extrême droite s'affiche sans relâche auprès des agriculteurs en colère. Berceau des révoltes vigneronnes, le Midi rouge, alors associé à la gauche communiste et socialiste, a tendance à virer au brun.

[Prisca Borrel](#) et [Cécile Hautefeuille](#)

28 janvier 2024 à 17h58

Montpellier (Hérault).– C'était l'image que beaucoup attendaient, téléphones tendus au-dessus des têtes pour capter le moment et surtout le symbole. Celui des agriculteurs et agricultrices déversant leurs déchets devant la préfecture de Montpellier, point de convergence de l'action départementale du vendredi 26 janvier.

À la mi-journée, lisier, bois et bottes de paille sont répandus puis brûlés devant le bâtiment de l'État, sous les sifflets et les quelques « *On lâche rien !* » des manifestantes et manifestants qui ont garé leurs tracteurs sur la très chic rue Foch, à deux pas de là.



Un brasier allumé devant la préfecture de Montpellier, le vendredi 26 janvier 2024. © Cécile Hautefeuille

Casquette floquée d'une croix occitane sur la tête, un jeune homme s'avance et harangue la foule, l'invitant à crier plus fort et scandant « *Plus d'argent pour les paysans !* ». Il n'est pas

agriculteur mais membre du groupuscule identitaire Jeunes d'Oc, composé d'anciens de Génération identitaire.

Celui qui tente de jouer les chauffeurs de salle n'est pas seul, loin de là. Toute l'extrême droite du coin, ou presque, s'est déplacée. L'Action française-Montpellier, l'énigmatique Bloc montpelliérain, la Cocarde étudiante ou encore le groupe Novelum Carcassonne ont appelé leurs militants à s'emparer du mouvement paysan, avec un objectif de récupération clair : « *Ne laissons pas le combat populaire tomber du mauvais côté et battons-nous conjointement face au diktat du capital* », clamait le Bloc montpelliérain sur sa boucle Telegram, la veille de la manifestation.

Les identitaires de la Ligue du Midi sont là aussi, tout comme le couple Ménard de Béziers – le maire élu avec le soutien de l'extrême droite et sa femme députée héraultaise –, ainsi que Frédéric Bort, ancien directeur de cabinet du socialiste Georges Frêche, qui a rallié le RN en 2021. Conseiller régional, ex-directeur de cabinet du maire Rassemblement national de Perpignan et ancien délégué départemental du RN, Frédéric Bort est viticulteur depuis 2009, date à laquelle il a repris l'exploitation de son grand-père.

Un « Midi rouge » agonisant

Tôt le matin, au départ d'un convoi de tracteurs à Béziers, Robert Ménard avait fustigé « *les écolos de merde qui te font chier* » dans [une interview vidéo](#) accordée au *Midi libre*. « *Où on pourrait être ce matin, ailleurs qu'ici ?* », interrogeait l'édile, élu depuis dix ans. C'est précisément la stratégie du RN depuis le début du mouvement des paysan·nes. Discours anti-écologistes, anti-Europe, anti-exécutif et proruralité tournent en boucle, tandis que Jordan Bardella, président du RN, [tente de s'ériger](#) en porte-voix de la colère.

« *Le discours du RN marche bien* », concède Olivier, vigneron venu de Saint-Aunès, à une dizaine de kilomètres au nord-est de Montpellier. « *Bardella, on l'aime bien. Il est jeune, il défend les travailleurs* », abondent Pascal et Françoise, un couple de viticulteurs du Biterrois, assis sur le rebord de la fontaine devant la préfecture de Montpellier.

Ils dégagent péniblement 1 200 euros par mois et dénoncent les prix trop bas, les normes trop importantes et l'administratif écrasant. « *On est des gens de la terre, nous, pas des gens du papier !* », conclut Pascal. Le couple, qui se dit « *en train de crever* », voit bien que nombre de formations politiques font les yeux doux au monde agricole depuis le début du mouvement. « *Ah, ils sont tous fort sympathiques avec nous !* », rigole Pascal. Mais seul le RN semble, à ce jour, trouver grâce à ses yeux.

Cela fait peu de doute, le « Midi rouge » est mort ou, au minimum, agonisant dans l'ex-Languedoc-Roussillon. L'ambiance a même plutôt bruni ces dernières années. Berceau des révoltes vigneronnes de 1907 et des années 1970, le département de l'Aude, voisin de l'Hérault, a longtemps été associé à une gauche résistante et triomphante. Mais aux quatre coins de la région, à mesure que la viticulture sombrait dans la crise et que les caves coopératives fermaient boutique pour laisser place à une poignée de néoruraux, les discours se sont crispés.

Le RN ramasse les fruits de la colère

Peu à peu, face à l'impuissance de la gauche et à l'inexistence de la droite classique, quelques figures issues de l'extrême droite ont été propulsées au rang d'alternatives légitimes. Au point de voir les trois circonscriptions du département de l'Aude tomber dans l'escarcelle du RN lors des législatives de 2022, après 100 ans de gouvernance socialiste.

Tête pensante des manifestations viticoles des années 1970 et ancien leader des CAV (Comités d'action viticole), Jean Huillet a vu le vent tourner. « *À l'époque, quand nous appelions à manifester dans la rue, il y avait une solidarité totale. On faisait de la politique, mais on n'était pas manipulés par les organisations politiques* », affirme l'ancien vigneron. Pour lui, l'esprit collectif et la solidarité se sont dissipés avec l'effritement de la profession.

« *Nous avons perdu près de la moitié des producteurs du Languedoc-Roussillon. Et compte tenu du spectacle lamentable que nous offrent nos élus politiques, le RN est en embuscade et il ramasse les fruits de la colère juste des viticulteurs. C'est une catastrophe* », soupire le retraité, qui a quand même enfourché son tracteur pour participer aux blocages de l'autoroute A9 le jeudi 25 janvier, à l'appel des agriculteurs et agricultrices du Gard.

Le lendemain, à l'appel de la FSDEA et des Jeunes agriculteurs (JA), ce sont celles et ceux de l'Hérault qui ont convergé de tout le département pour entrer dans Montpellier. 570 véhicules, dont 315 tracteurs, ont déferlé sur le réseau autoroutier (l'A9 était totalement fermée sur sa partie héraultaise, du jamais-vu) et sur les routes secondaires, laissant derrière eux lisier, pommes et sarments de vignes.

C'est pas de la petite crisette, ça va mal finir.

Olivier, vigneron à Saint-Aunès

Des brasiers sont allumés devant certains centres commerciaux, comme à Saint-Jean-de-Vedas, face à l'entrée de l'hypermarché Carrefour. « *La grande distribution, ce sont des voyous* », tempête Olivier, le vigneron de Saint-Aunès. Lui a préféré prendre sa voiture et s'est mêlé au convoi, parti au lever du jour des Vergers de Mauguio, coopérative de pommes à une trentaine de minutes de Montpellier.

Olivier est installé dans son exploitation depuis 2002. Il fait du bio mais a renoncé à demander certaines aides associées. Trop lourd, trop long, trop chronophage. Ancien membre des forces spéciales de l'armée, le vigneron bénéficie à ce titre d'une petite retraite qui lui permet « *de nourrir sa famille* » quand son vin ne lui apporte pas ou peu de salaire, selon les années.

Près de deux heures durant, à 20 kilomètres heures sur l'autoroute, il raconte ses revendications, sa colère et le désespoir de toute une profession. « *J'ai fait pas mal de manifestations mais là, c'est pas de la petite crisette, ça va mal finir.* » Le regard dur, fixé sur la route, il poursuit : « *Ce matin, j'ai parlé avec des gens qui n'ont plus de quoi bouffer, qui dégagent à peine 300 euros par mois. Ils n'ont même pas pu faire de cadeaux de Noël à leurs enfants...* »



Des déchets agricoles déversés et brûlés à Saint-Jean-de-Vedas, face à l'entrée de Carrefour.
© Cécile Hautefeuille

Olivier ne manque pas de signaler que « 300 euros, c'est ce que viennent de s'attribuer en plus les députés », pour leurs frais de mandat. « Tous ces gens, ils n'en ont rien à foutre de nous. Ils viennent tous des mêmes arrondissements parisiens, de l'entre-soi. » Il évoque tour à tour le lycée Stanislas et [l'affaire Oudéa-Castéra](#), ainsi que [le salaire](#) de la ministre quand elle était à la tête de la Fédération française de tennis.

Il est écœuré.

L'exécutif n'a pas encore annoncé son plan de sortie de crise, qui [s'avèrera très décevant](#), mais Olivier ne se fait aucune illusion. « *Que peuvent-ils promettre ?* », lâche-t-il. Interrogé sur les diverses tentatives de récupération politique, le vigneron quadragénaire, « *qui a toujours voté, mais jamais à gauche* », détaille sa pensée. « *Certains font le bon diagnostic sur la crise actuelle. Bardella, c'est pas un con et il est conseillé par des gens avisés. Zemmour, il est allé chez un agriculteur que je connais pendant la campagne présidentielle. Apparemment, il était bon, posait plein de questions, notait tout. J'ai aussi entendu un élu LFI, je ne sais plus son nom. Lui, on voit qu'il s'y connaît.* »

Peu d'illusions sur le RN

Olivier s'informe énormément – il connaît jusqu'aux profils et parcours des chefs de cabinet des ministres – et dévore des livres. Au gré de la conversation, il énumère ses lectures, plus que variées : du rapport du Giec (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat), « *lu de A à Z* », à Gramsci, fondateur du Parti communiste italien, en passant par le bouquin de Steve Koonin, ancien conseiller climat de Obama...

« *J'ai aussi lu l'intégralité des mémoires de Jean-Marie le Pen, poursuit Olivier. Lui, il est antisémite et négationniste, ce que je ne suis pas. Mes grands-parents étaient des résistants. Je n'ai jamais voté FN quand c'était lui. Mais Marine le Pen et Bardella, ils ne sont pas du tout comme ça. J'aime bien leur programme pour l'éducation, mais pas celui sur l'économie, trop à gauche. Celui de Reconquête [le mouvement de Éric Zemmour – ndlr], je l'aime bien.* »

Interrogé sur les écologistes, qu'il surnomme « z'écolos », il s'agace : « *Leur idéologie, c'est la décroissance* », mais il concède tout de go que « *certains s'y connaissent* ». Olivier reconnaît aussi que la profession « *a abusé des pesticides* » mais il est révolté de voir les agriculteurs en porter, seuls, la responsabilité. « *On a utilisé ce qu'on nous a vendu et qui était autorisé ! Faut pas nous accuser d'avoir fait tout le mal !* » Il se souvient, petit, des visites des « *commerciaux de Monsanto* » sur l'exploitation de ses parents, eux-mêmes viticulteurs. « *Ils nous conseillaient d'en mettre partout et juraient que c'était sans danger.* »

Non syndiqué – « *Je ne me sens pas représenté par ces gens, de la FNSEA* » –, il sent que politiquement, sa profession vire à l'extrême droite mais ne se fait, là encore, aucune illusion. « *On est plusieurs à se dire que si ceux du RN arrivent au pouvoir, eux aussi vont vouloir manger le gâteau...* »

Comme à un meeting de Trump

« *Choqué* » par l'ambiance du grand rassemblement viticole de Narbonne le 25 novembre dernier, Jérôme* a quant à lui préféré rester sur ses terres cette semaine. « *Quand j'entends ce que nous sert la FNSEA, je ne m'y retrouve pas du tout...* », soupire le vigneron gardois. S'il partage une partie des revendications avancées par les manifestant-es, notamment sur les absurdités du système administratif et la nécessaire revalorisation des produits agricoles, il regrette le manque de représentativité du syndicat majoritaire, et le glissement politique clivant des derniers meetings du Midi.

« *À Narbonne, certaines personnes ont tenu un discours nationaliste et antimigrants, alors que ça n'avait rien à faire là... J'avais l'impression d'assister à un meeting de Trump. À la tribune, les mecs soutenaient les bassines, le Roundup et les politiques productivistes des années 1970... Ils ont complètement nié l'impact négatif des produits phytosanitaires. Ils n'en avaient qu'après Santé publique France* », s'indigne le quadragénaire, à la tête d'une douzaine d'hectares de vignes qu'il cultive en bio.



570 véhicules dont 315 tracteurs ont déferlé sur le réseau autoroutier de l'Hérault, vendredi 26 janvier 2024. © Cécile Hautefeuille

Même exaspération pour le viticulteur Guilhem Dardé, à Octon, dans l'Hérault. « *Les agriculteurs qui à Carcassonne font sauter la Dreal [la Direction régionale de l'environnement, le vendredi 19 janvier – ndlr], c'est hyper grave. Ça dénote un terrible manque de conscience. Du point de vue de la pénibilité, l'arrivée des désherbants a été vécue comme un miracle au XX^e siècle. Aujourd'hui, si tu mets du produit en mars, tu n'as plus d'herbe entre tes vignes pour tout le reste de l'année... Pour eux, il est impossible de revenir en arrière* », regrette le patron du Mas des Chimères, qui fut maire d'Octon de 2001 à 2008.

Au fil des ans, l'extrême droite semble avoir noyauté une partie des plaidoyers agricoles. Il faut dire que les élus du RN sont désormais les plus assidus sur le terrain, et s'ils bénéficient d'un écho certain, c'est parce qu'ils sont passés maîtres dans l'art de la démagogie. Questionné par Mediapart, le député RN Christophe Barthès jubile : « *Je suis très bien reçu avec eux, et pourtant le monde viticole dans l'Aude n'était pas de notre côté. Mais ce monde-là a compris qui le défendait, ici et à Bruxelles. Si on a pris les trois circonscriptions du département, ce n'est pas pour rien.* »

Les intimidations des identitaires

Un réflexe bien identifié par l'ancien activiste Jean Huillet : « *J'ai été leader, j'ai fait des manifestations avec plus de 80 000 personnes, moi aussi je sais comment me faire applaudir... Quand quelqu'un se sent abandonné et méprisé, il suffit de lui dire qu'il a raison et qu'il est le plus beau... Mais en réalité, l'extrême droite n'a aucune solution. Et comme nous avons de moins en moins de culture politique et démocratique, nous croyons le premier couillon qui vient* », lâche le viticulteur à la retraite, qui regrette que les leaders syndicaux actuels aient glissé vers un discours « *populiste et nationaliste bête, sous couvert d'apolitisme* ».

Un résumé contre lequel Frédéric Rouanet, président des vigneron·nes indépendants de l'Aude et artisan de la manifestation narbonnaise du 25 novembre, s'inscrit en faux. « *Nous ne faisons pas de politique dans notre mouvement. Demain, le sénateur socialiste, le conseil départemental PS et les députés RN seront tous à mes côtés pour défendre la cause viticole. Je ne regarde pas les étiquettes, je reçois tous les politiques qui veulent me rencontrer* », explique Frédéric Rouanet, qui ne refuse que les appels du pied d'éventuels candidats en quête de faire-valoir. Comme le célèbre Béarnais Jean Lassalle la veille du rassemblement de Narbonne, ou le président de Reconquête Éric Zemmour, qui a tenté d'inviter le syndicaliste à son meeting de Montpellier, mardi dernier.

Sur le terrain, lors de la journée de mobilisation héraultaise du 26 janvier, les identitaires se sont en tout cas invités et ont tenté de faire la loi en provoquant les seuls moments de tension du rassemblement, devant la préfecture. Gants coqués pour les uns, petite veste cintrée sur le dos pour d'autres, ils se sont mêlés à la foule aux cris de « *Vive nos paysans !* » et ont chassé sans ménagement à coups de « *Dégage communiste !* » un vieux militant du PCF, bien connu des manifestations montpelliéraines, qui appelait à ne pas céder aux sirènes du RN. Ils s'en sont également pris [à un journaliste indépendant](#), l'obligeant, sous la menace, à quitter les lieux.

Le RN, on ne peut pas juger, on n'a jamais essayé.

Un couple de vigneron héraultais

Selon le chercheur Emmanuel Négrier, si l'extrême droite se sent pousser des ailes, c'est qu'elle bénéficie de la logique « *du trou noir* ». « *Le Rassemblement national fait flèche de tout bois, avec l'image de l'offre politique qui n'a jamais eu à exercer le pouvoir. Il absorbe toutes les particules possibles, et il prétend pouvoir tout régler avec l'apparence de la virginité. Mais sa légitimité repose sur des passions tristes, sans rien avancer en termes de programme.* »

Et sans régler ses contradictions internes : comme son discours anti-Europe, alors que la PAC (Politique agricole commune) a placé sous perfusion des milliers d'éleveurs et de producteurs en situation de détresse. Pour le responsable du Centre d'études politiques et sociales (Cepel) de l'université de Montpellier, une partie du monde rural se serait donc forgé une « *culture politique par défaut* », appâtée par un « *chèque en blanc* ».

Pascal et Françoise, les vigneron de la région de Béziers rencontrés devant la préfecture de Montpellier, le disent : ils sont d'autant plus séduits par le RN qu'il n'a jamais été aux affaires. « *On ne peut pas juger, on n'a jamais essayé* », commente Pascal. « *Les autres, on les connaît, ils sont grillés. Une fois qu'ils sont passés, ils ne font plus rien* », embraye sa compagne.

Le mardi 23 janvier dernier, à l'occasion d'une réunion publique organisée à Montpellier à la va-vite et malgré la contestation de plus de 400 personnes rassemblées non loin de là, Éric Zemmour a fait salle comble. Près de 800 personnes venues de tout le Sud avaient fait le déplacement. Mais le président de Reconquête est arrivé avec un léger retard, après un détour par Trèbes, dans l'Aude, en hommage aux victimes de l'attentat de 2018, puis par l'arrière-pays héraultais pour prendre la pose auprès d'un agriculteur en colère.

Une rencontre instrumentalisée par l'ancien journaliste une fois sur scène, lorsqu'il a déroulé un programme agricole réactionnaire et climato-sceptique sous les applaudissements d'un public conquis. Jeunes militants à moustache fine en gabardine, sexagénaires dégommant d'énormes paquets de cacahuètes, activistes de la Ligue du Midi, skinheads assumés, T-shirt floqué à la gloire de Trump... Les mille visages de la droite dure du Midi étaient là, en rangs serrés derrière ce monde agricole exsangue qu'elle aimerait vampiriser. « *Les agriculteurs vont se lever*, a harangué Éric Zemmour en fin de soirée. *Et Reconquête sera à leur côté.* » Ou plutôt juste au-dessus, comme un vautour...

[Prisca Borrel](#) et [Cécile Hautefeuille](#)

Si vous avez des informations sur les extrêmes droites à nous communiquer, vous pouvez nous contacter à l'adresse extremedroite@mediapart.fr.